

Sire,

L'un des citoyens à qui le peuple a confié la pénible et glorieuse mission de lui donner des lois et de veiller à son bonheur vient appeler votre attention sur l'état actuel du royaume et vous proposer les moyens d'assurer sa gloire et sa félicité. Profondément occupé des maux qui déchirent ma patrie, j'ai dû compter aussi ses innombrables ressources ; j'ai sondé ses blessures et calculé ses forces ; j'ai tout comparé, tout approfondi, tout prévu. Aujourd'hui, j'annonce à Votre Majesté que d'elle seule dépend l'exécution des lois et par conséquent le salut de l'Empire ; qu'elle peut en deux mots cicatriser les plaies, dissiper ses alarmes, annihiler ses périls ; qu'elle peut rendre à la France le repos qui la fuit, la dignité qui lui convient, et au trône l'amour qui l'affermirait avec l'éclat qui le décore. Sire, je ne demande, pour exécuter ce noble dessein, que la direction des moyens que la loi vous confie et l'emploi des forces que la Constitution place dans vos mains, et j'offre ma tête pour gage de la fidélité de mes promesses, de la sagesse de mon plan et de la certitude de vos succès.

Et ne croyez point, Sire, que le zèle du bien public, ennoblissant à mes yeux les illusions de l'amour-propre, j'embrasse sans examen l'espoir consolant de vous rendre le bonheur (car le vôtre dépend de celui de l'État). Je sais que des obstacles nombreux s'opposent au développement de la puissance publique et combattent sans cesse les bienfaits de la loi. Je vois partout la sédition qui s'agite et l'autorité qui se cache ; l'anarchie qui s'élève et le gouvernement qui n'ose la comprimer. Vos ministres, Sire, vous ont offert trop souvent ce tableau funeste ; ils vous ont annoncé les troubles sans vous en expliquer les causes, et s'ils ont conçu l'idée de les terminer, ils ont été sans cesse arrêtés par des obstacles et des périls exagérés. Je les connais et je les brave ; la faiblesse les compte, le génie les détruit et laisse à l'histoire le soin de les décrire quand il les a dévorés.

Voilà, Sire, les glorieux travaux auxquels je vous invite, en vous apportant le tribut de mon courage, de mes forces morales et physiques et de mon profond respect. Agréez l'hommage d'un citoyen que des bruits imposteurs vous ont présenté peut-être comme un homme ardent, ennemi de l'ordre et du trône ; mais qui, commandant à la renommée par ses actions, prouvera partout que la nature et l'honneur ont gravé dans son âme l'amour de sa patrie et de son roi.

Sire, je le répète encore à Votre Majesté, je m'engage à rétablir, dans deux mois, la paix au dedans, la considération au dehors, la félicité publique et l'autorité royale, si vous daignez adopter les conseils que mon zèle vous dictera. Je n'ambitionne ni le faste des hommes, ni la gloire des récompenses ; je ne veux rien que sauver mon pays ; vous pouvez beaucoup y contribuer, et j'aime à croire que vous n'avez besoin que d'en connaître les moyens. J'irai les découvrir à Votre Majesté ; j'irai vous révéler ce que vos ministres vous cachent ou vous apprennent de qu'ils ignorent. Vous verrez par vous-même l'état de l'Empire ; vous apprécierez les hommes auxquels la loi vous permet de commander ; vous entendrez ceux que le peuple environne de sa confiance, et si vous embrassez le système de conduite que je vous offrirai, vous verrez les soupçons et les alarmes qu'on a semés autour de vous, dissipés par l'amour et le respect de tous les Français. Vous verrez le pouvoir que la Constitution vous donne accru par l'opinion, soutenu par l'estime, affermi par la confiance tous les citoyens ; et la reine, partageant avec Votre Majesté le résultat du bonheur public, sentira qu'il n'est de félicité pure que celle qui naît de la bienfaisance et des vertus.

Mais aucune partie de ce plan ne pourrait s'exécuter si Votre Majesté n'était pas animée du désir sincère de conserver, dans son ensemble et dans ses détails, la Constitution de l'État ; si, troublé par les cris des prêtres fanatiques, les menaces des émigrés rebelles, les démarches des princes étrangers, vous n'étiez pas profondément convaincu de la nécessité de braver cette ligue impuissante qui se forme contre nous. Pour moi, Sire, je connais si bien nos forces et nos moyens, qu'en jetant les yeux sur les ennemis qui nous menacent, j'ai peine à me défendre d'un sentiment de pitié. Élevé à la hauteur de la liberté, de l'égalité, ces divinités colossales qui foulent aux pieds toutes les intrigues et toutes les passions, j'ai porté mes regards sur toutes les cours de l'Europe, et je suis bien sûr de les forcer à la paix.

Oui, Sire, vous pouvez éviter la guerre étrangère, ou du moins créer la paix intérieure par le succès de nos armes ; vous pouvez rendre votre autorité plus révérée, plus auguste, plus étendue ; vous pouvez devenir le Dieu tutélaire des Français. Par vous, la religion triomphera des indécentes querelles, des intolérantes maximes des prêtres réfractaires et constitutionnels. Par vous, la justice et la raison pénétreront enfin dans, l'âme des aristocrates, et vous les ramènerez peut-être au sein de la patrie désarmée par leurs remords. Je jouirai dans le silence du fruit de mes conseils et de votre courage ; heureux du bonheur de tous, je dirigerai vers vous seul la reconnaissance publique, et mon cœur sera satisfait. Les ambitieux qui veulent élever l'édifice de leur fortune sur les débris de la monarchie, les insensés qui pensent que la liberté ne peut s'établir que sur des sceptres brisés, tous les partis, toutes les cabales ramperont en sifflant au pied d'un

trône élevé sur les bases de la Constitution. Les sociétés populaires, dont on vous fait redouter sans raison l'exaltation, ne se réuniront que pour vous adresser des vœux et des hommages.

Tel est, Sire, le tableau fidèle des changements que vous pouvez opérer par des moyens dont je vous offre le secret et le développement. La méfiance ne doit point assiéger votre cœur et lui faire repousser un citoyen fidèle. Si, sur le trône où la naissance et la loi vous ont placé dans les circonstances pénibles qui vous environnent, je trouvais un secours pareil, aucune malveillance, aucune suggestion étrangère ne me détermineraient à le rejeter.

J'attends, Sire, avec une confiance respectueuse, la décision de Votre Majesté; ma démarche et ma lettre appellent un examen; qu'il soit sévère comme la raison, impartial comme la justice ; mais s'il ne procure point une réponse à laquelle j'attache le sort de l'État, permettez, Sire, qu'appelant dans cette cause extraordinaire ceux dont elle embrasse les plus chers intérêts, je soumette ma lettre au jugement du peuple français.

Rouyer, citoyen, Paris, ce 17 mars 1792.